



Commune de Lucens

Municipalité

Service

Préavis n° 07 – 2009
au Conseil communal

"Arrêté d'imposition 2010"

Lucens, le 29 septembre 2009

Table des matières

1	Objet du préavis	3
2	Rappel de la RPT	3
3	Le fonds de péréquation	3
4	Qu'en est-il de la facture sociale?	3
5	Situation actuelle	4
6	Conclusions	4

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

1 Objet du préavis

Conformément à la Loi cantonale vaudoise sur les impôts communaux du 5 décembre 1956, nous vous soumettons, en annexe, le projet d'arrêté d'imposition pour l'année 2010.

2 Rappel de la RPT

La Réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT) entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2008, a eu des conséquences financières très lourdes pour notre commune. L'impact sur le résultat 2008 était très considérable et le sera probablement aussi pour les années 2009 et 2010.

3 Le fonds de péréquation

Le fonds de péréquation horizontale directe est alimenté par l'ensemble des Communes pour un montant correspondant au rendement de 13 points d'impôt et redistribué entre toutes les Communes. Les critères valables pour les années 2007 à 2010 sont :

1. Effort fiscal (pondération 3)
2. Capacité financière (pondération 5)
3. Population (pondération 2)

Cette répartition des critères nous a été fortement défavorable. Notre contribution en 2008 a augmenté de Frs. 250'000.-. Pour 2010 nous comptons avec une nouvelle augmentation de Frs. 250'000.-.

4 Qu'en est-il de la facture sociale?

Les critères de répartition de la facture sociale sont couplés sur le fonds de péréquation ; ceux-ci nous ont été également défavorables. Après les augmentations en 2006 et en 2007, notre contribution de base a augmenté de Frs. 400'000.— pour 2008. Les prévisions de l'État pour 2010 nous signalent une nouvelle augmentation de Frs. 300'000.—.

5 Situation actuelle

A ce jour, nous connaissons les charges supplémentaires suivantes :

Cpt 220.3532.2 et Cpt 220.4522.1 "Fonds péréquation" - augmentation de	Fr.	250'000.00
Cpt 711.3654, Facture OMSV, augmentation de	Fr.	21'000.00
Cpt 720.3515.0, Facture sociale, augmentation de	Fr.	300'000.00
Cpt 711.3655.2, Accueil d'enfant de jour, augmentation de	Fr.	14'000.00

Total	Fr.	585.000.00

Concernant les rentrées fiscales attendues, les données, actuellement en notre possession, ne nous permettent pas encore d'établir une estimation fiable quant à une augmentation substantielle de nos revenus.

La Municipalité se voit obligée de vous proposer de fixer, pour l'année 2010, le taux de 72% pour les points 1 à 3 de notre arrêté d'imposition.

6 Conclusions

En conclusion, la Municipalité vous prie, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir prendre les résolutions suivantes :

Le Conseil Communal de Lucens,
En vertu de la loi sur les impôts communaux du 5 décembre 1956, art. 5 et 6,
Vu le préavis municipal n° 07 - 2009
Considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,
Oui le rapport de la commission désignée pour l'étude de cet objet,

décide

- 1. D'accepter le projet d'arrêté d'imposition pour l'année 2010 conformément au document annexé.**

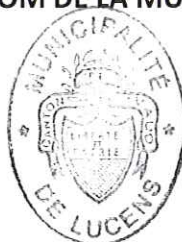
Municipal responsable : Kurt Frutig
Approuvé en séance de Municipalité le 29 septembre 2009

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

Le Syndic :



E. Berger



La Secrétaire :



C.-L. Cruchet

Annexe(s) : Projet d'arrêté d'imposition pour l'année 2010

A retourner en 4 exemplaires daté et signé
à la préfecture pour le.....

District de Broye-Vully
Commune de Lucens

ARRETE D'IMPOSITION

pour l' année 2010

Le Conseil communal de Lucens

Vu la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux (ci-après : LICom) ;

Vu le projet d'arrêté d'imposition présenté par la Municipalité,

arrête :

Article premier - Il sera perçu pendant 1 an, dès le 1er janvier 2010, les impôts suivants :

- | | | | |
|----------|--|--|----------|
| 1 | Impôt sur le revenu, impôt sur la fortune des personnes physiques, impôt spécial dû par les étrangers. | | |
| | En pour-cent de l'impôt cantonal de base : | | 72 % (1) |
| 2 | Impôt sur le bénéfice et impôt sur le capital des personnes morales. | | |
| | En pour-cent de l'impôt cantonal de base : | | 72 % (1) |
| 3 | Impôt minimum sur les recettes brutes et les capitaux investis des personnes morales qui exploitent une entreprise. | | |
| | En pour-cent de l'impôt cantonal de base : | | 72 % (1) |
| 4 | Impôt spécial particulièrement affecté à des dépenses déterminées. | | |
| | | Pour-cent s'ajoutant à l'impôt sur le | |
| | | revenu, le bénéfice et l'impôt minimum | néant |

(1) Le pour-cent doit être le même pour ces impôts.

5 Impôt foncier proportionnel sans défalcation des dettes basé sur l'estimation fiscale (100%) des immeubles.

Immeubles sis sur le territoire de la commune : par mille francs Fr. 1.10

Constructions et installations durables édifiées sur le terrain d'autrui ou sur le domaine public sans être immatriculées au registre foncier (art.20 LICom) :
par mille francs Fr. 0.50

Sont exonérés :

- a) les immeubles de la Confédération et de ses établissements dans les limites fixées par la législation fédérale;
- b) les immeubles de l'Etat, des communes, des associations de communes, des fédérations de communes ou des agglomérations vaudoises, et de leurs établissements et fonds sans personnalité juridique, ainsi que les immeubles de personnes morales de droit public cantonal qui sont directement affectés à des services publics improductifs;
- c) les immeubles des Eglises reconnues de droit public (art. 170 al.1 Cst-VD), des paroisses et des personnes juridiques à but non lucratif qui, à des fins désintéressées, aident les Eglises dans l'accomplissement de leurs tâches et des communautés religieuses reconnues d'intérêt public (art. 171 Cst-VD).

6 Impôt personnel fixe.

De toute personne majeure qui a son domicile dans la commune au 1er janvier : néant

Sont exonérés :

- a) les personnes indigentes;
- b) l'exemption est de 50 % pour chacun des conjoints ou des partenaires enregistrés qui ne sont pas contribuables indépendants pour l'impôt sur le revenu et la fortune.
- c) l'arrêté communal d'imposition peut décréter d'autres exonérations totales ou partielles.

7 Droits de mutation, successions et donations

- a) Droits de mutation perçus sur les actes de transferts immobiliers :
par franc perçu par l'Etat 50 cts
- b) Impôts perçus sur les successions et donations : (1)
 - en ligne directe ascendante : par franc perçu par l'Etat 50 cts
 - en ligne directe descendante : par franc perçu par l'Etat 50 cts
 - en ligne collatérale : par franc perçu par l'Etat 100 cts
 - entre non parents : par franc perçu par l'Etat 100 cts

8 Impôt complémentaire sur les immeubles appartenant aux sociétés et fondations (2).

par franc perçu par l'Etat 50 cts

9 Impôt sur les loyers.

(Cet impôt est dû par le locataire ou par le propriétaire occupant lui-même son immeuble.)

Sur les loyers des immeubles situés sur le territoire de la commune pour-cent du loyer néant

Les loyers non commerciaux bénéficient des défalcatons pour charges de famille suivantes :

(1) Le nombre de centimes additionnels peut être d'autant plus élevé que le degré est plus éloigné.

(2) Cet impôt ne peut être perçu que par les communes qui prélèvent le droit de mutation sur les transferts d'immeubles

10 **Impôt sur les divertissements.**

Sur le prix des entrées et des places payantes : 10%

Notamment pour :

- a) les concerts, conférences, expositions, représentations théâtrales ou cinématographiques et autres manifestations musicales, artistiques ou littéraires;
- b) les manifestations sportives avec spectateurs;
- c) les bals, kermesses, dancings;
- d) les jeux à l'exclusion des sports.

Exceptions :

Les manifestations organisées par les sociétés locales sont exonérées, sauf dérogations intervenues d'entente avec la Municipalité

10bis **Tombolas** (selon art.15 et 25 du règlement du 21 juin 1995 sur les loteries, tombolas et lotos) : néant
Lotos (selon art.25 du règlement du 21 juin 1995 sur les loteries, tombolas et lotos): néant

Limité à 6% : voir les instructions

11 **Impôt sur les chiens.** par franc perçu par l'Etat
(selon art.10 du règlement du 6 juillet 2005 concernant la perception de l'impôt sur les chiens.) ou par chien Fr. 100.00

Catégories :
.....

Exonérations :

- a) deux chiens par maisons foraines: La Pièce, Champ des Fourches, Les Iles, L'Essert, Ponty et Clos du Pont
- b) un chien par ménage pour les bénéficiaires des prestations complémentaires AVS/AI

Article 2. - Il sera perçu pendant la période fixée à l'article premier, en centimes additionnels aux autres impôts cantonaux prévus par la loi annuelle d'impôt :

12 **Impôt sur les patentes de tabac.** par franc perçu par l'Etat 50 cts

Choix du système de perception **Article 3.**- Les communes ont le choix entre percevoir elles-mêmes leurs taxes et impôts ou charger l'Administration cantonale de recouvrer ces éléments pour leur compte (art. 38 et 38 a de la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux, LICom).

Échéances **Article 4.**- La loi (annuelle) sur l'impôt (RSV, parution FAO en décembre) prévoit à son article 11 les termes généraux d'échéance.

Paiement - intérêts de retard	Article 5. - La commune fixe le taux d'intérêt de retard sur toute contribution impayée perçue directement par elle-même à 5 % l'an. L'intérêt de retard court dès la fin d'un délai de paiement de trente jours après l'échéance de la contribution. A défaut, c'est la loi (annuelle) sur l'impôt qui s'applique (art. 12 al. 1)
Remises d'impôts	Article 6. - La municipalité peut accorder une remise totale ou partielle des impôts, intérêts de retard, majorations, rappels d'impôts et amendes, lorsque le paiement intégral frapperait trop lourdement le contribuable en raison de pertes importantes ou de tous autres motifs graves.
Infractions	Article 7. - Les décisions prises en matière d'amendes pour l'impôt cantonal sur le revenu et sur la fortune, sur le bénéfice net, sur le capital et l'impôt minimum sont également valables pour l'impôt communal correspondant.
Soustractions d'impôts	Article 8. - Les soustractions d'impôts et taxes qui sont propres à la commune seront frappées d'amendes pouvant atteindre 8 fois (maximum huit fois) le montant de l'impôt ou de la taxe soustrait, indépendamment de celui-ci. Elles sont prononcées par la municipalité sous réserve de recours à la commission communale de recours.
Commission communale de recours	Article 9. - Les décisions prises en matière d'impôts communaux et de taxes spéciales peuvent faire l'objet d'un recours écrit et motivé, dans les 30 jours dès la notification du bordereau auprès de l'autorité qui a pris la décision attaquée, conformément à l'article 46 de la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux
Recours au Tribunal cantonal	Article 10. - La décision de la commission communale de recours peut faire l'objet d'un recours au Tribunal cantonal dans les 30 jours dès sa notification.
Paiement des impôts sur les successions et donations par dation	Article 11.- Selon l'art. 1er de la loi du 27 septembre 2005 " <i>sur la dation en paiement d'impôts sur les successions et donations</i> " modifiant celle du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux, la Commune peut accepter de manière exceptionnelle le paiement des impôts sur les successions et donations par dation selon les règles et procédures fixées par la loi cantonale du 27 septembre 2005.

Ainsi adopté par le Conseil communal dans sa séance du 26 octobre 2009

Le président :

le sceau :

La secrétaire :

Approuvé par le Conseil d'Etat dans sa séance du